

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA DÉCENTRALISATION, LES CHANCES DE LA FRANCE DANS L'EUROPE DE 1993 ET LE NÉCESSAIRE PARTAGE DES RICHESSES, LIMOGES, VENDREDI 12 MAI 1989.

12 MAY 1989 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le Président,

- Mesdames et messieurs,

- J'étais heureux tout à l'heure de pouvoir couvrir rapidement la distance qui sépare l'Hôtel de Ville de l'Hôtel de Région. L'Hôtel de Ville où je retrouvais mon vieil ami Louis Longequeue, dans des lieux que j'ai souvent fréquentés et qui me rappellent depuis 1947 toute une période de ma vie dans les responsabilités qui ont été les miennes.

- Puis, passant par l'avenue Georges Dumas, je pensais à Roland, son fils qui devait lui aussi penser à tant de souvenirs et à tant de luttes.

- Je voyais dans ce bref circuit tout un symbole, la permanence, le renouveau, deux termes qu'il faut constamment associer non seulement à Limoges mais aussi pour la France tout entière. La permanence, la force de la tradition. Nous avons une longue et forte histoire et on ne bâtit pas l'avenir en ignorant le passé et le renouveau, la modernité puisqu'il faut préparer l'avenir des générations qui viennent et cet avenir se bâtit au présent.

- Vous m'avez rappelé, monsieur le Président, les éléments de votre action. J'ai retenu une expression, vous avez confiance en vous £ pourtant le Limousin est une région qui a été souvent éprouvée à travers le temps, dont le revenu moyen est loin d'être le plus fort de France, et qui a souvent été vidé de sa ressource humaine. J'en parle d'autant plus librement, je le rappelle chaque fois - c'est pour moi une réminiscence qui m'est chère - qu'une partie de mes ancêtres était de cette terre, puisque mon père est né à Limoges. Je me disais, voyant les jeunes gens et les jeunes filles qui nous recevaient, vêtus des habits régionaux, je me disais après tout ma propre grand-mère et ses parents vivaient peut-être habillés, comme cela, les jours de cérémonie mais aussi les jours des travaux quotidiens.

- Il faut donc savoir évoluer. Nous nous y efforçons. Il faut rester fidèle à ce que l'on est. J'espère que nous en apportons la preuve et dans votre exposé monsieur le Président vous disiez : "ayons confiance en nous, voici ce qui va bien et voilà les points noirs". Vous avez bien raison de le faire. Des échanges de propos publics doivent surtout serrer au plus près la vérité, la réalité du pays. Inutile de se raconter des histoires ou d'embellir la réalité. Il faut simplement savoir dans quelle direction on va. Est-ce que cette direction est la bonne ? Et il faut constamment la vérifier.\

Entre mes différents voyages à Limoges et en particulier entre les deux derniers, en sept ans, il s'est produit beaucoup de choses, notamment la loi de décentralisation.

- Cette loi de décentralisation, c'est l'acte le plus audacieux sur le plan de nos institutions. Depuis plusieurs siècles, la tendance antérieure allait dans le sens du renforcement du pouvoir central, de la centralisation administrative, parfois bureaucratique. Cela a sans doute été nécessaire, il fallait bien construire la France autour d'un centre et d'une autorité, il fallait lutter contre les forces centrifuges, la Révolution française que nous célébrons cette année nous rappelle les combats difficiles qu'il a fallu soutenir dans ce sens. Mais puisque l'oeuvre a été réussie, puisque la France a été fondée dans son unité, puisque la langue française est devenue la langue de tous, prenons garde maintenant à préserver l'identité de chacun, de chaque région et autant que possible, chaque individu. Veillons à cela et la décentralisation, l'amorce de décentralisation car il faudra poursuivre ce qui a été engagé en 1982, représente à mon sens une action qui marquera le temps où, avec quelques autres, nous avons assumé les responsabilités du pouvoir.

- Vous avez pu vous en rendre compte, soit sur le plan de la région, soit pour les Présidents de Conseils généraux qui sont ici présents. J'ai été moi-même président d'un Conseil général pendant 17 ans, j'avais acquis quelques libertés, il faut le dire, par rapport au pouvoir central, cela été bien nécessaire dans la situation où je me trouvais puisque j'étais dans l'opposition mais si j'avais disposé des moyens qui sont maintenant les vôtres, j'aurais pu davantage encore me consacrer au département que je représentais

ce que j'ai fait sans doute, mais avec des moyens diminués par rapport à ceux qui sont les vôtres.

- Je crois qu'il est très important que la France soit ainsi dessinée, par une série de centres départementaux autour de nos communes, autour de nos régions. Peut-être y a-t-il un peu de bousculade entre ces différents pouvoirs et ces différentes compétences ? Communes, départements, régions, Etat, cela fait beaucoup mais il ne faut quand même pas oublier que c'est à partir de ces nouveaux pouvoirs, de ces nouvelles compétences que des responsables locaux élus, disposant de la confiance populaire, ont pu considérablement modifier le paysage français et commencer de démontrer que la qualité, la capacité d'agir, la responsabilité étaient très généreusement réparties dans la France tout entière et que ce n'est pas simplement Paris, quelques hommes, quelques femmes, quelques privilégiés qui pouvaient dire au nom de la France ce qu'elle est et ce qu'elle doit être.\

Vous maintenant, vous participez de ce pouvoir et pleinement, et puis vous en avez le goût, cela se voit, vous n'avez pas l'intention de laisser en chemin une partie des compétences qui vous ont été accordées. Si vous pouviez en grignoter quelques autres, je vous sens tout à fait disponibles pour le faire. Mais cela dit il faut trouver un juste équilibre entre les choses. Nous sommes en train de le chercher. Il est indispensable que l'Etat accompagne la décentralisation par une véritable déconcentration. Cela se fait déjà mais pour exactement faire se correspondre et faire s'équilibrer le pouvoir d'Etat et le pouvoir local, il faut parachever l'entreprise. Il faudra sans doute aussi réexaminer ce que représente la relation entre le département et la région. Moi, je suis resté sans doute par habitude et aussi parce que je connais ces choses, je suis resté très attaché à la vie d'un département qui est malgré le progrès, la rapidité des communications, à la mesure humaine lorsqu'il s'agit dans une seule journée de pouvoir remplir ses obligations familiales, de faire ses courses, de pouvoir lorsque l'on est élu faire ce que l'on doit faire auprès de l'administration. C'est une dimension qui convient encore tout à fait, nonobstant telle ou telle situation locale qui pourrait toujours être révisée et je voudrais simplement que cet effort de décentralisation pût aller plus loin c'est-à-dire que la diffusion de la responsabilité pût accompagner dans tous les domaines de l'activité humaine cette progression de la responsabilité sans laquelle il n'est pas de véritable démocratie.

- Et je pense que par les moyens de l'instruction, de l'enseignement, de la formation des filles et des garçons, par leur formation permanente, par l'effort considérable que nous avons aujourd'hui réalisé pour la formation professionnelle, nous pourrions adapter de mieux en mieux les moyens dont vous disposez à ce que l'on appelle la ressource humaine qui doit être trouvée autant que possible sur place. La vieille revendication "vivre et travailler au pays" reste, à mon avis, un thème très fort même si certains l'ont exploité indument. C'est un thème très fort, cela n'est possible que dans un pays qui se développe, dans un pays suffisamment prospère, et bien entendu on ne peut pas demander ou exiger que l'on reste sur place si c'est pour y trouver la misère. D'où l'effort qui doit être tout à fait harmonieux entre les différents pouvoirs pour donner à chaque point de France, du village jusqu'à la ville, du département jusqu'à la région, les moyens d'assurer en relation avec l'Etat, la production, les échanges, le travail et le développement de toutes les activités humaines sans lesquelles il n'y a pas de société. Je dirai "allons toujours plus vers la décentralisation" en contrôlant bien son allure mais en développant au maximum les possibilités données aux responsables pour dire ce qui leur paraît être le mieux et pas simplement le dire mais le faire, plutôt que d'être toujours obligé de faire les commissions à Paris pour que l'on décide là-bas sur dossiers.\

Vous m'avez dit aussi "nous avons confiance en nous", je voudrais bien que ce mot d'ordre soit partagé par l'ensemble des Français. Je le voudrais bien parce que nous nous sommes lancés aujourd'hui dans une entreprise très ardue qui est la construction de l'Europe autour d'un marché unique, c'est-à-dire l'abolition des frontières intérieures entre douze pays qui représentent aujourd'hui 320 millions d'habitants, c'est-à-dire nettement plus que les Etats-Unis d'Amérique ou que l'Union des Républiques soviétiques, nettement plus en nombre d'individus, mais plus encore en termes de création, de production, de compétence. Si nous avons une plus grande force politique entre ces douze pays, nous disposerions de la première place sur le plan commercial, très rapidement de la première place sur le plan industriel.

- Nous disposerions d'une recherche qui ferait de nous les inventeurs du monde de demain. Nous représentons plus de crédits pour la recherche que le Japon ou les Etats-Unis d'Amérique. Si le résultat est moindre, c'est parce que nous sommes trop dispersés, parce qu'il n'y a pas assez de cohérence pour

est minime, c'est parce que nous sommes trop dispersés, parce qu'il n'y a pas assez de cohérence pour chercher, choisir, définir les objectifs majeurs.

- Or, c'est d'ici le 31 décembre 1992, que l'on aura vu accomplir, parachever la première étape ! Ce ne sera qu'une première étape. Mais elle est décisive, c'est pendant cette étape que l'on franchira le pas, que l'Europe changera de nature. Ce n'est pas un degré supplémentaire, c'est une différence de nature, cela nous donne beaucoup de travail. Le ministre des affaires étrangères est là pour confirmer mes propos, beaucoup, beaucoup de travail.

- Mais ce qu'il faut, c'est que les Français comprennent qu'ils doivent avoir à leur disposition deux atouts. Le premier de ces atouts, c'est, vous l'avez dit, d'avoir confiance en soi. Je ne sais pas pourquoi se répand, dans l'opinion publique, le sentiment que l'on sera toujours moins bon que les autres. Mais, sans tomber dans les défauts d'un amour-propre national qui ne serait que légèreté, il faut bien établir aujourd'hui le bilan. La France est en bonne santé. Notre inflation que j'ai trouvée en 1981 à près de 14 % par an, est tombée à 3 %. Les marchés étaient en recul - la conquête des marchés extérieurs -. Ce recul a continué, avant que nous puissions reprendre l'élan. Mais aujourd'hui, nous sommes en mesure de dire que si notre commerce extérieur en marchandises reste déficitaire, c'est la sanction d'une certaine forme de réussite. C'est que notre industrie n'a pas évolué aussi vite, elle n'est pas encore en mesure de fournir aux consommateurs français tous les biens que ces consommateurs demandent. De ce fait, ils s'adressent à l'étranger. Il faut donc donner un coup de pouce pour que cette industrie soit capable de s'adapter à la demande des Français.\

Mais avoir confiance en soi, ce n'est pas simplement faire un pari imprudent sur l'avenir, ce n'est pas se livrer à une appréciation très optimiste de ses forces. C'est une juste appréciation de nos moyens scientifiques et techniques. C'est une jeunesse de plus en plus et de mieux en mieux formée. C'est cela la direction qui a été choisie, et on y va.

- De ce fait, lorsque nous aurons véritablement fourni le moyen à la France d'adapter exactement la formation - de ces filles et ces garçons -, aux besoins de la technique moderne, la crise sera derrière nous. S'il reste encore certaines traces de la crise, c'est parce que cette adaptation n'est pas encore tout à fait achevée. C'est pourquoi il ne faut pas se relâcher. Donc, le premier mot d'ordre, c'est d'avoir confiance en soi, parce que ce qui est accompli, depuis un certain nombre d'années, démontre que c'est possible.

- L'industrie allemande domine l'Europe, c'est vrai. Nous avons un fort déficit par rapport à l'Allemagne, mais qui est concentré sur quelques secteurs industriels. Nous sommes aujourd'hui en mesure de dire que la moitié, presque la moitié de ce déficit dépend de l'automobile. Alors améliorons notre capacité aujourd'hui à supporter cette concurrence, la moitié sur une seule industrie ! Peut-être aussi, y a-t-il en Allemagne, en dépit de ce que l'on dit, une économie mixte infiniment plus cohérente et forte qu'en France.

- C'est pourquoi, sans parler d'optimisme - moi je suis ni optimiste, ni pessimiste - je considère qu'il faut travailler, avoir confiance en soi. D'où l'importance d'adapter aujourd'hui non seulement les jeunes mais aussi les moins jeunes, aux formes nouvelles de la production et de la technologie. Je le disais il y a un instant : quand nous serons arrivés à ce point-là, nous pourrions parler de la fin de la crise qui ne s'achèvera que le jour où nous aurons retrouvé le plein emploi. Nous y travaillons tous. Il faut travailler bien, il faut travailler mieux. On travaille déjà beaucoup. L'ouvrier, l'employé, le travailleur français, le cadre supportent - croyez-moi - la comparaison avec les meilleurs. Savez-vous que notre productivité qui est en progrès depuis sept ans, est aujourd'hui la deuxième du monde, juste derrière le Japon. On embauche souvent et souvent aussi les Français travaillent plus d'heures par an que ne le font nos concurrents. On ne pense, nous, qu'aux jours fériés. On parle des grèves : souvent quand les travailleurs font la grève, on ne peut pas dire qu'ils aient tort lorsqu'il s'agit de défendre l'instrument de travail.\

Un pays a toujours tort d'avoir avec lui des ensembles de producteurs spécialement des travailleurs qui se trouvent en désaccord ou en désharmonie avec l'évolution générale du pays. C'est pourquoi, l'exigence nationale - qui suppose qu'il n'y ait aucun relâchement dans l'effort - commande une autre conclusion : que les fruits de ce travail, c'est-à-dire que la prospérité nationale de la richesse acquise, soient plus justement partagés. C'est un des points sur lesquels j'insiste. La France aujourd'hui fait de grands progrès, on le sait bien, l'opinion le ressent.

- La France, aujourd'hui gagne du terrain. Elle est plus riche. Peut-on dire que toutes les catégories

sociales ressentent également ce bénéfice gagné à la sueur du front des Français ? Non. Et c'est précisément l'une des orientations de ce gouvernement, c'est l'orientation que j'ai toujours mise ne exergue depuis 8 ans maintenant : un partage plus égal, sans nuire à personne, un partage plus égal et plus juste de la prospérité nationale, du gain national, du progrès.

- Si nous parvenons - comme nous nous y efforçons - à joindre les deux bouts du travail, de la production et du partage juste, alors nous aurons fait avancer, croyez-moi, la démocratie, nous l'aurons mieux assise sur une décentralisation, c'est-à-dire sur une responsabilité mieux diffusée, nous aurons fait un travail qui marquera notre génération, qui aura fait avancer la République, qui permettra à la France dans le cadre de l'Europe d'avoir confiance en soi et de ne rien négliger pour justifier cette confiance : c'est-à-dire produire, travailler, répartir et redistribuer entre les couches sociales. Ce sera ma seule allusion aux idéologies politiques. Je crois aux idéologies qui ont souvent mauvaise presse. Il faut avoir l'idée de ce que l'on fait pour un pays : c'est la justification du choix des Français il y a 8 ans, renouvelé depuis lors lorsqu'ils ont voulu que notre démocratie politique respectée soit aussi une démocratie économique et une démocratie sociale £ ce ne sont pas des termes nouveaux, ils figuraient sur les médailles et sur les documents que la deuxième République, en 1848, mettait en valeur comme un objectif national.

- J'espère que le temps qui m'est donné pour travailler avec vous, avec vous tous, les Français, nous permettra d'approcher davantage et mieux de cet idéal.

- Merci, monsieur le Président, merci mesdames et messieurs de m'avoir permis de vous rappeler ces choses ou de vous les redire dans cet immeuble neuf construit avec un beau et solide matériau avec l'objectif 2007. Vous, ce sera, en plus, un anniversaire. Je pense que cela ne doit pas être un hasard : c'est aussi l'anniversaire, la naissance de Limoges. Je trouve que vous avez fixé cela un peu loin.. Mais vive nos enfants, vive la génération montante : elle montera à son tour, elle sera capable de pérenniser les vertus de la France en la faisant entrer de plain pied dans le monde du mouvement.\